



**MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Déclaration Publique d'Intérêts

Le 17/09/2024 14:56:25

Je soussigné(e) **HONNART DIDIER** né(e) **HONNART DIDIER**

Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts, direct ou par personne interposée, que j'ai ou ai eu au cours des cinq dernières années, avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes au sein duquel/desquels j'exerce mes fonctions ou ma mission, ou de l'instance/des instances collégiale(s), commission(s), conseil(s), groupe(s) de travail dont je suis membre ou auprès duquel/desquels je suis invité(e) à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.

Il m'appartient, à réception soit de l'ordre du jour de chaque réunion pour laquelle je suis sollicité(e), soit de l'expertise que l'organisme souhaite me confier, de vérifier si l'ensemble de mes liens d'intérêts sont compatibles avec ma présence lors de tout ou partie de cette réunion ou avec ma participation à cette expertise. En cas d'incompatibilité, il m'appartient d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution et, le cas échéant, le président de séance avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, ma présence est susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions, recommandations, références ou avis subséquents et d'entraîner leur annulation.

J'indique mon numéro RPPS (répertoire partagé des professionnels de santé), si je suis un professionnel de santé : 10002143641

Je m'engage à actualiser ma DPI à chaque modification de mes liens d'intérêts. En l'absence de modification, je suis tenu(e) de vérifier ma DPI au minimum annuellement.

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait pour les personnes mentionnées au I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Liste des missions/fonctions

Institution :

Direction Générale de l'Offre de Soins (DGOS)

Instance:

Commission professionnelle Médecins

Mandat :

Titulaire - Non renseignée

Institution :

Haute Autorité de Santé (HAS)

Instance:

Indicateurs chirurgie ambulatoire

Mandat :

Expert - Non renseignée

Institution :

Haute Autorité de Santé (HAS)

Instance:

Bilan médicamenteux harmonisé et partagé

Mandat :

Membre du Groupe de Travail - Non renseignée

Institution :

Haute Autorité de Santé (HAS)

Instance:

Experts-visiteurs SCES

Mandat :

Expert visiteur - Non renseignée

Institution :

ARS Bourgogne-Franche-Comté (BFC)

Instance:

Commission Spécialisée de l'Offre de Soins

Mandat :

Membre - Non renseignée

1. Activité(s) principale(s), rémunérée(s) ou non, exercée(s) actuellement et au cours des 5 dernières années, à temps plein ou à temps partiel

Activité(s) salariée(s)

CHU DE DIJON

Adresse : 1 bd Jeanne d'Arc
BP 77 908 21079 DIJON FRANCE

Fonction : Praticien Hospitalier, ex chef de pôle et chef de service
Fonction de médiateur médical (bénévole) à compter du 01/10/2024

Période : 01/07/1980 - 01/10/2024

Spécialité : Anesthésie-Réanimation et Médecine d'Urgence

2. Activité(s) exercée(s) à titre secondaire

2.1. Participation à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ

Fonction occupée : Expert-Visiteur Médecin

Rémunération : Au déclarant et à l'organisme (CHU Dijon-Bourgogne)

Montant perçu (Déclarant) : Total 6 000 euros

Montant perçu (Organisme) : Je ne sais pas

Période : 05/2021 à aujourd'hui

COMMISSION DE CONCILIATION ET D'INDEMNISATION DES ACCIDENTS MÉDICAUX DE BOURGOGNE

Fonction occupée : Membre

Rémunération : aucune

Période : 01/09/2017 à aujourd'hui

CENTRE NATIONAL DES SOINS PALLIATIFS ET DE LA FIN DE VIE (CNSPFV)

Fonction occupée : Membre de la commission d'expertise
Vice-Président

Rémunération : aucune

Période : 06/2016 à aujourd'hui

COLLÈGE FRANÇAIS DE MÉDECINE D'URGENCE (CFMU) CONSEIL NATIONAL PROFESSIONNEL

Fonction occupée : Secrétaire Général Adjoint
Membre du CA de la Fédération des Spécialités Médicales (FSM) et secrétaire général adjoint

Rémunération : aucune

Période : 06/2013 à aujourd'hui

ONIAM (CCI), TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE ET TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Fonction occupée : Activité d'expert judiciaire
Rémunération au dossier (actuellement une vingtaine par an)

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 12 000 euros

Période : 01/2012 à aujourd'hui

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MÉDECINE D'URGENCE (SFMU)

Fonction occupée : ex Président de la Commission des Référentiels et ex
Membre de la commission d'Organisation du Congrès
Représentant SFMU au CFMU

Rémunération : aucune

Période : 06/2007 à aujourd'hui

2.2. Activité(s) de consultant, de conseil ou d'expertise exercée(s) auprès d'un organisme public ou privé entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.3. Participation(s) à des travaux scientifiques et études pour des organismes publics ou privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

2.3.1 Participation à des essais et études

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.3.2 Autres travaux scientifiques

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.4. Rédaction d'article(s) et intervention(s) dans des congrès, conférences, colloques, réunions publiques diverses ou formations organisés ou soutenus financièrement par des entreprises ou organismes privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

2.4.1 Rédaction d'article(s)

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.4.2 Intervention(s)

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.5. Invention ou détention d'un brevet ou d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non brevetée en relation avec le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

3. Direction d'activités qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiales, objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

4. Participations financières directes, sous forme d'actions ou d'obligations

détenues et gérées directement ou de capitaux propres dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiales, objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

5. Proches parents ayant des activités ou des intérêts financiers dans toute structure dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

6. Fonctions et mandats électifs exercés actuellement

**CONSEIL RÉGIONAL DE BOURGOGNE-FRANCHE COMTÉ DE L'ORDRE DES MÉDECINS
MEMBRE DEPUIS 2007, PRÉSIDENT DEPUIS 2022**

Période : 06/2007 à aujourd'hui

7. Autre lien, dont vous avez connaissance, qui est de nature à faire naître des situations de conflits d'intérêts

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique